



Assemblée générale

Distr. générale
17 août 2022
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur l'Examen périodique universel
Quarante et unième session
7-18 novembre 2022

Rapport national soumis conformément aux résolutions 5/1 et 16/21 du Conseil des droits de l'homme*

Inde

* La version originale du présent document n'a pas été revue par les services d'édition.



Introduction

1. L'Inde, qui est une démocratie constitutionnelle depuis soixante-quinze ans, attache une grande importance à la promotion et à la protection des droits de l'homme. La Constitution indienne garantit les droits civils et politiques, et prévoit la réalisation progressive des droits économiques, sociaux et culturels. L'intégrité, la vitalité et la force des idéaux visés par la Constitution – dont la justice, la liberté, l'égalité, la fraternité et la dignité individuelle au sein d'une démocratie laïque – ont résisté à l'épreuve du temps. Vaste pays à la population diversifiée et aux ressources limitées, aux prises avec des problèmes de développement, mais dont la vision d'avenir s'inspire de l'éthique des droits de l'homme, l'Inde continue de s'employer à bâtir une société meilleure pour sa population. Sur le plan international, l'Inde a à cœur de fournir une aide au développement et de renforcer les capacités d'autres pays, notamment par des projets intersectoriels de subventions, ou en apportant une aide humanitaire aux personnes dans le besoin ou une aide médicale à certains pays durant la pandémie.

I. Méthode d'élaboration du rapport

A. Cadre

2. Le présent rapport a été élaboré conformément à la décision 17/119 du Conseil des droits de l'homme. Se fondant sur les 152 recommandations acceptées par l'Inde depuis le cycle d'examen précédent, ce rapport se concentre sur les mesures adoptées, les progrès réalisés et les difficultés rencontrées par le pays dans ses efforts vers la réalisation des droits de l'homme, en tenant compte des dernières données disponibles.

3. Ce rapport a été rédigé conformément à la note d'orientation informelle du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) sur le rapport national pour le quatrième cycle de l'Examen périodique universel. Bien qu'il soit difficile de compartimenter les droits de l'homme de manière rigoureuse, des efforts ont été faits pour aligner les rubriques de ce rapport sur les catégories thématiques reconnues au niveau international. Toutefois, il convient de considérer ce rapport comme un tout indivisible pour évaluer les progrès accomplis, comprendre les défis à relever et apprécier à leur juste valeur les mesures prises, tant au niveau national qu'international, pour soutenir la cause des droits de l'homme. Les annexes de ce rapport comprennent la couverture thématique des recommandations acceptées par l'Inde (annexe I), le glossaire des initiatives gouvernementales (annexe II) et la liste des abréviations (annexe III).

B. Méthode

4. L'Inde considère l'Examen périodique universel comme une occasion importante d'examiner et d'évaluer ses progrès et de débattre, de réfléchir et de mener un dialogue constructif avec la communauté internationale à propos de la réalisation des droits de l'homme au niveau national. Des consultations interministérielles périodiques ont été organisées, en tant que mécanisme de suivi, pour évaluer les avancées accomplies dans la mise en œuvre des recommandations acceptées. Les ministères compétents ont fourni en temps utile les réponses et les données nécessaires à la préparation de ce rapport. Un projet de rapport a alors été préparé en collaboration avec la National Law University de Delhi, après une série de consultations avec diverses parties prenantes, dont des représentants du pouvoir judiciaire, des institutions nationales des droits de l'homme, des universités, des organisations de la société civile et des membres de la population. Les participants se sont inspirés de leurs expériences sur le terrain pour mettre en lumière la situation des droits de l'homme en Inde, cerner les défis à relever et partager leur vision pour aller de l'avant.

II. Application des recommandations acceptées, respect des engagements pris volontairement et autres faits nouveaux

A. Cadre général

Égalité et non-discrimination

5. L'égalité, quelle que soit la diversité des identités sociales, des situations économiques, des appartenances politiques et des contextes, notamment culturels, est une caractéristique de la démocratie indienne. Les principes d'égalité et de non-discrimination inscrits dans la Constitution indienne ont été renforcés par plusieurs mesures législatives, exécutives et judiciaires. Les lois sont pleinement et systématiquement appliquées afin de fournir la protection adéquate aux membres des minorités religieuses, des castes répertoriées, des tribus répertoriées et des autres membres vulnérables de la population.

6. Parmi les mesures constitutionnelles notables figurent l'octroi d'un statut constitutionnel à la Commission nationale pour les classes déshéritées, l'action positive en faveur des couches les plus démunies et la prolongation du système d'affectation de sièges aux castes et tribus répertoriées à la Chambre du peuple et aux assemblées d'État pour une période supplémentaire de dix ans.

7. Pour permettre un processus de réparation plus rigoureux et plus rapide en cas d'atrocités commises contre des castes ou tribus répertoriées, la loi relative à la prévention des atrocités contre les castes et tribus répertoriées a été modifiée en 2018 : elle précise désormais qu'il n'est pas nécessaire de mener une enquête préliminaire avant d'enregistrer un premier rapport d'information (une plainte) visant une personne et qu'aucune approbation n'est requise pour procéder à une arrestation en vertu de cette loi. La loi relative à la protection des personnes transgenres, promulguée en 2019, a établi le cadre juridique pour lutter contre la discrimination à l'égard des personnes transgenres et intersexes.

8. En Inde, l'égalité réelle plutôt que formelle imprègne l'éthique de la Constitution. Dans l'affaire *Joseph Shine v. Union of India*, la Cour suprême de l'Inde a fait observer que l'égalité réelle vise à éliminer la discrimination individuelle, institutionnelle et systémique à l'égard des groupes défavorisés. L'enquête principale que doit mener le tribunal en vue de la réalisation de l'égalité réelle consiste à déterminer si la disposition contribue à la subordination d'un groupe d'individus défavorisés. En outre, dans l'affaire *B. K. Pavitra v. Union of India*, la Cour a réaffirmé que la Constitution est un document transformateur. La réalisation de son potentiel transformateur repose fondamentalement sur sa capacité à insuffler de la vie et du sens à ses concepts abstraits, c'est-à-dire à faire évoluer l'égalité depuis ses bases théoriques jusqu'à son potentiel concret.

9. Les formes indirectes et intersectionnelles de discrimination sont interdites en vertu de l'article 15 de la Constitution. Dans son jugement historique dans l'affaire *Navtej Singh Johar v. Union of India*, la Cour suprême de l'Inde a rejeté l'interprétation formaliste restrictive de l'article 15, déclarant qu'une vision étroite de l'article 15 vide l'interdiction de la discrimination de son contenu essentiel. Il n'est pas tenu compte de la nature intersectionnelle de la discrimination fondée sur le sexe, qui ne saurait être considérée comme opérant indépendamment des autres identités, en particulier du contexte social, politique et économique. Les tribunaux de plusieurs juridictions étrangères se sont référés à cette décision.

10. La Commission nationale des droits de l'homme continue de jouer un rôle majeur dans la promotion et la protection des droits humains de manière inclusive. Elle a mis en place un groupe de travail destiné à préparer le plan d'action national indien sur les droits de l'homme.

11. Un certain nombre d'initiatives ont été prises en vue d'assurer une égalité de fait. Pour 2019-2020, les allocations budgétaires pour les conditions de vie des castes répertoriées ont été augmentées de 30 % par rapport à 2018-2019. En décembre 2020, le Gouvernement a approuvé un programme de bourses d'études sur cinq ans à partir de la classe de 11^e,

destinées à plus de 40 millions d'élèves de castes répertoriées ; ce programme d'un montant de 590 milliards de roupies indiennes (INR) a permis d'accroître le nombre d'inscriptions des étudiants de castes répertoriées dans l'enseignement postsecondaire. Le projet *Pradhan Mantri Adarash Gram Yojana*, institué à titre expérimental en 2009 pour le développement intégré de villages constitués majoritairement de castes répertoriées, a été étendu en tant que dispositif permanent en 2018-2019. D'ici à 2024-2025, il devrait couvrir 27 000 villages. L'initiative *Going Online as Leaders*, lancée en juin 2020, vise à autonomiser les jeunes des tribus en leur proposant du mentorat, des formations aux fonctions d'encadrement et l'acquisition de compétences numériques.

12. Le projet-cadre *Atal Vayo Abhyuday Yojana* a été lancé en avril 2021 pour créer un écosystème favorable aux personnes âgées en Inde. Il comprend : un dispositif intégré pour les personnes âgées ; le plan d'action de l'État pour les personnes âgées ; le plan *Rashtriya Vayoshri Yojana* ; l'initiative pour les moyens de subsistance et le développement des compétences ; le programme de promotion de l'économie des seniors ; le dispositif d'affectation des fonds de responsabilité sociale des entreprises pour les soins aux personnes âgées ; et le programme de sensibilisation et de renforcement des capacités pour le bien-être des personnes âgées. En outre, une ligne d'assistance gratuite a été mise en place pour les personnes âgées en octobre 2021, et le portail SACRED (Senior Able Citizens for Re-Employment in Dignity), inauguré en 2021, vise à permettre aux personnes âgées de rester économiquement indépendantes pendant leur retraite.

B. Questions transversales

Bonne gouvernance

13. S'employant sans réserve à appliquer une politique de tolérance zéro contre la corruption, l'Inde a pris plusieurs mesures pour la combattre et améliorer la probité et la responsabilité des institutions gouvernementales. Ces mesures comprennent notamment : i) des améliorations et réformes systémiques visant à fournir des services transparents et adaptés aux citoyens, notamment par l'intermédiaire de la gouvernance électronique ; et ii) l'institution du Lokpal, qui reçoit et traite directement les plaintes contre les fonctionnaires en application de la loi relative à la prévention de la corruption de 1988.

14. La loi relative à la prévention de la corruption a été modifiée en 2018 pour enrayer de fait la pratique des dessous de table et la corruption et faire en sorte que le cadre législatif existant soit conforme à la Convention des Nations Unies contre la corruption. De son côté, la Commission centrale de vigilance travaille également à la lutte contre la corruption.

15. En Inde, la gouvernance électronique n'a cessé d'évoluer, depuis l'informatisation des services gouvernementaux jusqu'à des initiatives qui englobent les aspects les plus subtiles de la gouvernance, tels que le centrage sur le citoyen, la culture du service et la transparence. Le plan national de gouvernance électronique vise à créer une infrastructure de grande ampleur dans tout le pays, avec la numérisation à grande échelle des dossiers et l'accès aux services publics par Internet, pour les villages les plus reculés.

Entreprises et droits de l'homme

16. L'Inde développe actuellement son cadre de responsabilité des entreprises afin de créer un environnement susceptible de renforcer la contribution des entreprises à la protection des droits fondamentaux des citoyens. En 2019, le pays a révisé les Directives volontaires nationales sur les responsabilités sociales, économiques et environnementales des entreprises et les a alignées sur les Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme des Nations Unies et sur les objectifs de développement durable (ODD). Cette démarche a débouché sur l'élaboration des lignes directrices nationales en matière de conduite responsable des entreprises. Parallèlement, l'établissement de rapports sur la responsabilité des entreprises ayant été rendu obligatoire en 2019, les entreprises sont tenues de rendre compte de leurs actions en faveur de l'adoption de pratiques commerciales responsables. En 2021, conformément aux recommandations du comité des rapports sur la responsabilité des entreprises, la Commission des opérations de bourse d'Inde a enjoint les 1 000 premières sociétés cotées (en termes de capitalisation boursière) à établir un rapport sur la responsabilité

des entreprises et le développement durable, sur une base volontaire pour l'exercice 2021-2022, puis sur une base obligatoire à partir de l'exercice 2022-2023.

17. Un projet de plan d'action national sur les entreprises et les droits de l'homme, diffusé pour la première fois en 2018 aux fins de consultations avec les parties prenantes, est actuellement à l'examen.

18. Le mandat législatif de la responsabilité sociale des entreprises, établi en 2013, a renforcé la contribution des entreprises au respect des droits de l'homme. Au cours de la période 2018-2019, 119,61 milliards d'INR ont été consacrés à des activités de responsabilité sociale par des entreprises cotées à la bourse nationale. Environ 65 % de ce montant a été alloué à la lutte contre la pauvreté, à la nutrition, aux soins de santé, à l'éducation et à la formation professionnelle.

Objectifs de développement durable

19. L'Inde soutient sans réserve le développement global, équitable et durable. L'initiative nationale de développement guidée par la devise « Sabka Saath, Sabka Vikas, Sabka Vishwas and Sabka Prayas » fait écho au Programme 2030 et est en accord avec la politique du droit au développement.

20. L'Inde a soumis son examen national volontaire à l'ONU en 2017 et en 2020, en soulignant les efforts déployés, les résultats obtenus et les défis relevés dans la réalisation des ODD. Le SDG India Index & Dashboard recense et classe méthodiquement les progrès accomplis par les États et les territoires de l'Union en vue d'atteindre les ODD. Sa troisième édition, publiée en juin 2021, offre une couverture plus large des cibles et des indicateurs par rapport aux versions précédentes.

21. Afin de faciliter le suivi des ODD au niveau national, le Ministère de la statistique et de la mise en œuvre des programmes a élaboré un cadre d'indicateurs nationaux pour ces objectifs en consultation avec toutes les parties prenantes. Sur la base de ces indicateurs, le Ministère publie le rapport d'activité annuel le 29 juin de chaque année.

22. Le score global de l'Inde dans l'indice et le tableau de bord des ODD de NITI Aayog était de 66 en 2020-2021 – une amélioration par rapport aux scores de 60 en 2019-2020 et de 57 en 2018-2019, qui souligne les progrès accomplis par le pays dans la réalisation des ODD. L'année 2020-2021, bien que marquée par la pandémie, a enregistré de bons résultats pour huit des 15 ODD mesurés selon l'indice de NITI Aayog.

Droits de l'homme et pauvreté

23. L'Inde a adopté une stratégie à plusieurs volets pour réduire la pauvreté, en recourant à des initiatives à court et à long terme et en appliquant un mode de mesure globale de la pauvreté, par l'élaboration d'un indice national de pauvreté multidimensionnelle.

24. La couverture des besoins fondamentaux est assurée par diverses mesures, notamment la distribution de céréales alimentaires, la garantie de l'emploi et le virement direct d'argent sur les comptes bancaires des bénéficiaires. Dans le cadre du programme *Pradhan Mantri Garib Kalyan Yojana*, une aide en espèces a été accordée à 200 millions de femmes titulaires de comptes bancaires pour leur permettre de faire face aux difficultés liées au confinement pendant la pandémie. Par ailleurs, des transferts de fonds ont été effectués en faveur des personnes âgées, des veuves et des personnes handicapées pour leur permettre de tenir face à la pandémie.

25. Les programmes *Pradhan Mantri Fasal Bima Yojana* et *Pradhan Mantri Krishi Sinchayee Yojana* mettent en œuvre d'autres mesures, telles que le renforcement des infrastructures de soins de santé, la fourniture de logements aux pauvres et des dispositifs de soutien aux personnes dépendantes de l'agriculture.

26. Le programme Stand-Up India facilite l'octroi de prêts de 100 millions d'INR au maximum à au moins un emprunteur appartenant à une caste ou une tribu répertoriée et une emprunteuse par agence bancaire pour la création d'une entreprise verte dans le secteur de la fabrication, des services ou du commerce.

27. La troisième phase de l'initiative *Pradhan Mantri Kaushal Vikas Yojana*, lancée en janvier 2021, vise à faire bénéficier des milliers de jeunes du pays d'une formation professionnelle répondant aux besoins de l'industrie. De même, le programme SANKALP, relatif à l'acquisition de compétences et à la sensibilisation aux connaissances pour la promotion des moyens de subsistance, mis en train en janvier 2018, tend à renforcer l'écosystème des compétences à court terme et aborde les principaux problèmes de compétences dans le pays. Il a entraîné la création de nouveaux organismes de formation professionnelle, l'augmentation du nombre de places dans les organismes existants et l'établissement de synergies entre la structure de ces organismes et divers programmes et dispositifs gouvernementaux.

28. Le programme *Pradhan Mantri Gram Sadak Yojana* a été lancé pour permettre à la population des zones rurales d'accéder aux services essentiels par des routes praticables par tous les temps. Grâce au vaste réseau de routes rurales ainsi constitué, il est possible de se rendre plus rapidement et à moindre coût sur son lieu de travail, aux marchés et dans les établissements de santé. Cette initiative a contribué à améliorer la qualité de vie dans les zones rurales.

29. Parmi les autres initiatives à long terme visant à atténuer la pauvreté générationnelle figure l'enseignement gratuit pour tous les enfants jusqu'à l'âge de 14 ans. Le programme de distribution de repas de midi permet de fournir de la nourriture aux enfants des établissements scolaires publics et des établissements subventionnés par le Gouvernement dans tout le pays. Quant à la couverture maladie universelle, elle offre aux catégories les plus pauvres de la société une prise en charge de tous les frais médicaux à un taux subventionné.

Droits de l'homme et environnement

30. L'Inde est fermement résolue à poursuivre ses efforts pour améliorer l'environnement et lutter contre les changements climatiques. La Cour suprême a progressivement interprété le « droit à la vie » comme incluant le droit de vivre dans un environnement sain.

31. L'Inde a soumis sa contribution déterminée au niveau national dans le cadre de l'Accord de Paris sur la base d'un « effort maximal », sans perdre de vue ses impératifs de développement. Elle est parvenue à réduire de 24 % l'intensité des émissions de son PIB entre 2005 et 2016, atteignant ainsi son objectif volontaire antérieur à 2020. Lors de la vingt-sixième session de la Conférence des Parties (COP26) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui s'est tenue à Glasgow, l'Inde a fait cinq annonces majeures (*Panchamrit*) sur l'action climatique : i) atteindre une capacité d'énergie non fossile de 500 GW d'ici à 2030 ; ii) parvenir à couvrir 50 % des besoins énergétiques à partir d'énergies renouvelables d'ici à 2030 ; iii) réduire les émissions totales de carbone prévues d'un milliard de tonnes d'ici à 2030 ; iv) réduire l'intensité carbone de l'économie de 45 % d'ici à 2030, par rapport aux niveaux de 2005 ; et v) atteindre l'objectif de zéro émission nette d'ici à 2070.

32. L'Inde s'est engagée à utiliser des énergies propres et à diversifier ses choix en matière d'énergies renouvelables. Par rapport à l'objectif de 500 GW en termes de capacité de production d'énergie renouvelable d'ici à 2030, 132 GW ont déjà été installés en mars 2020, soit une augmentation de 75 % depuis 2014. En 2015, l'Inde a contribué à la création de l'Alliance internationale pour l'énergie solaire conjointement avec la France afin de mobiliser les efforts mondiaux contre les changements climatiques grâce à l'utilisation de l'énergie solaire. L'Alliance, avec ses 107 signataires, compte actuellement parmi les organisations internationales dont la croissance est la plus rapide. Quant au programme national d'éclairage public, entre son lancement en 2015 et 2020, il a entraîné l'installation de 11 millions de lampadaires LED intelligents et la réduction des émissions de CO₂ à hauteur de 5,12 millions de tonnes. Grâce au dispositif *Pradhan Mantri Ujjwala Yojana*, l'utilisation de carburant propre sous forme de gaz de pétrole liquéfié (GPL) est passée de 62 % en 2016 à 99,8 % en 2021.

33. Par ailleurs, l'Inde est l'un des premiers pays à élaborer un plan d'action national pour le refroidissement, afin de répondre aux besoins en refroidissement dans tous les secteurs et de dresser une liste d'actions pour réduire la demande en la matière.

34. En 2019, dans le cadre du développement durable, l'Inde a mis en place une coalition internationale pour des infrastructures résilientes aux catastrophes, destinée à promouvoir des systèmes d'infrastructures aptes à faire face aux risques climatiques et aux risques de catastrophes. Le secrétariat de cette coalition est basé à New Delhi. L'Inde a investi une large part des fonds nécessaires à la couverture de ses coûts de base estimés pour les cinq premières années.

35. Également en 2019, l'Inde a adopté un cadre d'évaluation du climat pour 100 villes intelligentes avec 28 paramètres liés au climat, afin d'orienter les villes vers des actions climatiques et de contribuer à les rendre plus réactives et moins vulnérables aux changements climatiques.

36. Grâce à ses actions concrètes en faveur du climat et à ses efforts continus pour dissocier ses émissions de la croissance économique, l'Inde se classe parmi les 10 premiers pays dans l'indice de performance en matière de changements climatiques 2020.

37. L'Inde a dirigé les travaux portant sur une résolution sur le Cadre de lutte contre la pollution par les produits plastiques à usage unique, qui a été adoptée par la quatrième Assemblée des Nations Unies pour l'environnement organisée en 2019. En outre, le pays a annoncé l'adoption du règlement 2021 portant modification du règlement sur la gestion des déchets plastiques, destiné à réduire la pollution causée par les déchets plastiques abandonnés et non gérés. Il a interdit la fabrication, l'importation, le stockage, la distribution, la vente et l'utilisation d'articles en plastique à usage unique identifiés dans tout le pays à partir du 1^{er} juillet 2022. Le programme national pour un air pur, initié en 2019, vise à réduire de 20 à 30 % la concentration en particules d'ici à 2024. Un portail pour la régulation de la pollution de l'air dans les villes en non-conformité (PRANA) a été développé pour suivre l'état matériel et financier de la mise en œuvre du plan d'action pour la qualité de l'air dans les villes et diffuser au public des informations sur la gestion de la qualité de l'air dans le cadre du programme national pour un air pur.

38. Pour sensibiliser à la mobilité électrique, l'Inde a lancé le portail Web E-AMRIT, un site polyvalent qui fournit toutes les informations relatives aux véhicules électriques. Le programme FAME (qui vise à accélérer l'adoption et la fabrication de véhicules hybrides et électriques) est actuellement l'initiative phare pour promouvoir la mobilité électrique en soutenant la fabrication locale de véhicules électriques. En avril 2022, 759 182 véhicules électriques avaient été immatriculés. À l'heure actuelle, 25 des 28 États ont formulé et annoncé l'adoption de politiques en matière de véhicules électriques, et 380 fabricants opèrent dans le pays.

39. L'Inde dispose d'une stratégie et d'un plan d'action nationaux pour gérer durablement la mangrove et l'écosystème côtier. Ces mesures de conservation ont permis d'étendre la superficie des mangroves de 4 750 km² en 2015 à 4 975 km² en 2019. Des lignes directrices pour la gestion des échouages de mégafaune marine et un plan d'action national pour les tortues marines ont été lancés en 2021 pour réduire les menaces pesant sur les espèces marines et sur leurs habitats et faire progresser la recherche scientifique et l'échange d'informations. En outre, des directives portant sur un écotourisme durable dans les zones forestières et les réserves d'espèces sauvages et d'autres directives concernant les dauphins des rivières ont été publiées en octobre 2021.

40. Dixième pays du monde en termes de superficie forestière, l'Inde se classait au troisième rang s'agissant du gain net annuel moyen de superficie forestière entre 2010 et 2020. Forest Survey of India a publié le rapport bisannuel 2021 sur l'état des forêts en Inde, qui fait état d'une augmentation de la couverture forestière et arborée totale du pays, à 24,62 % contre 24,56 % en 2019.

C. Droits civils et politiques

Administration de la justice et procès équitable

Impunité

41. L'Inde ne tolère aucune forme d'impunité pour les violences commises contre les minorités, les femmes, les enfants, les communautés marginalisées et les autres groupes vulnérables. En abordant la question de la multiplicité des désavantages, la Cour suprême de l'Inde, dans l'affaire *Patan Jamal Vali v. State of Andhra Pradesh*, a fait observer que « l'identité d'une femme combinée, notamment, à sa caste, sa classe, sa religion, son handicap et son orientation sexuelle, peut avoir pour effet d'exposer cette femme à des actes de violence et de discrimination liés à deux motifs ou plus. Dans une telle situation, il importe au plus haut point de recourir à une démarche intersectionnelle afin d'évaluer la manière dont les multiples sources d'oppression agissent de façon cumulative pour entraîner une expérience spécifique de subordination pour une femme aveugle de caste répertoriée. ». De même, dans l'affaire *Shakti Vahini v. Union of India and Others*, la Cour a défini des mesures préventives et correctives pour traiter la question des crimes d'honneur ; et dans l'affaire *Tehseen S. Poonawalla v. Union of India*, elle a énoncé des mesures contre le vigilantisme lié aux vaches.

42. Le Gouvernement central a publié des directives relatives à l'harmonie communautaire à l'intention des administrations des États, qui précisent notamment plusieurs mesures administratives destinées à prévenir efficacement les troubles communautaires, à maîtriser les émeutes et à protéger et aider les personnes touchées. Ces directives prévoient également la mise en place de comités de paix dans les villes et zones sensibles sur le plan communautaire, composés entre autres de citoyens influents, de dirigeants communautaires, de représentants de partis politiques et d'organisations respectables. Selon les rapports du bureau national d'enregistrement des crimes, le nombre des émeutes communautaires et religieuses dans le pays a baissé depuis 2018.

Protection des personnes transgenres

43. Le Parlement a promulgué la loi de 2019 relative à la protection des droits des personnes transgenres, qui interdit sans restriction la discrimination à l'égard des personnes transgenres dans toutes les sphères de la vie et impose à l'État l'obligation de veiller à leur inclusion dans la société en leur garantissant la sécurité sociale, une éducation et l'accès à des équipements de santé.

44. En février 2022, le Gouvernement a lancé le programme-cadre SMILE qui apporte une aide en termes de moyens de subsistance et d'entrepreneuriat aux personnes marginalisées. Ce programme inclut deux dispositifs centraux, l'un pour la réadaptation globale des transgenres en vue de leur bien-être et l'autre pour la réadaptation globale des personnes qui se livrent à la mendicité. Il comporte plusieurs volets : bourses d'études, développement des compétences, moyens de subsistance, soins médicaux divers, logements, services en ligne et cellules de protection pour la communauté transgenre. Le projet *Garima Greh*, inauguré en 2022 pour procurer un abri aux personnes transgenres, pourvoit aux commodités essentielles, telles que logement, nourriture, soins médicaux et installations récréatives.

45. Par ailleurs, l'Inde a consolidé son cadre juridique pour lutter contre la discrimination à l'égard des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes. Dans l'affaire *Navej Singh Johar v. Union of India*, la Cour suprême de l'Inde a revu l'interprétation de la section 377 du Code pénal indien et dépénalisé l'homosexualité entre adultes consentants, supprimant ainsi la restriction abusive à la liberté de choix et d'expression de la communauté LGBT.

Conditions de détention

46. Le budget alloué aux prisons est passé de 52,54 milliards d'INR en 2017-2018 à 67,41 milliards en 2020-2021. Près de 50 % de ce budget a été consacré à la nourriture, et le reste aux problèmes médicaux, aux activités sociales, à l'habillement et aux formations professionnelles et éducatives. En 2020, les effectifs du personnel pénitentiaire et du

personnel médical s'élevaient respectivement à 61 296 et 2 232 personnes. En 2021, le Ministère de l'intérieur a publié un avis concernant la prise en considération des problèmes de santé mentale des détenus et du personnel des prisons et des établissements correctionnels durant la pandémie.

Traite des êtres humains et esclavage

47. L'Inde s'est engagée à prendre des mesures décisives pour lutter contre la traite des personnes et soutenir et protéger les victimes, notamment en mettant en œuvre ses obligations au titre de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et de protocoles. À cet égard, le pays dispose d'un vaste cadre législatif et stratégique de lutte contre la traite des personnes, notamment la Constitution indienne, la loi de 1956 relative à la prévention du trafic immoral et le Code pénal indien de 1860.

48. La National Investigation Agency est autorisée à enquêter sur les cas de traite d'êtres humains et qualifiée pour examiner les infractions impliquant des liens interétatiques et internationaux. Une aide financière accrue est accordée aux États et aux territoires de l'Union pour la création de nouvelles unités de lutte contre la traite des êtres humains et le renforcement des unités existantes ; une assistance financière est également réservée à la sensibilisation des officiers de police et de justice en la matière. Inauguré en 2020, le Centre multiagences de lutte contre la criminalité (Cri-MAC) est une plateforme de communication nationale qui vise à faciliter la diffusion, en temps réel, d'informations sur les crimes majeurs dans tout le pays et à permettre la coordination inter-États.

49. Le Gouvernement indien a mis en place un certain nombre de programmes axés sur le sauvetage, la réadaptation et le rapatriement des victimes de la traite. Le volet *Shakti Sadan* de la *Mission Shakti* vise à fournir un abri, de la nourriture, des vêtements, des soins de santé ainsi que la sécurité économique et sociale aux femmes qui se trouvent dans une situation difficile. Il couvre également la prévention de la traite, le sauvetage, la réadaptation, la réintégration et le rapatriement des victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle commerciale. Le programme NALSA fournit une assistance juridique aux victimes de la traite des êtres humains et de l'exploitation sexuelle à des fins commerciales au moment de leur sauvetage et, par la suite, durant les procès. En tout, 464 projets, dont 107 concernant des foyers de protection et de réadaptation des victimes de la traite et de l'exploitation sexuelle, ont été mis en œuvre dans le pays. En mars 2021, 18 116 femmes avaient bénéficié de ce programme.

50. Compte tenu de la vulnérabilité particulière des enfants victimes de la traite des êtres humains, le Gouvernement a émis des directives spécifiques pour leur sauvetage et leur réadaptation. La Commission nationale de protection des droits de l'enfant a mis en place une cellule d'intervention rapide pour la prise en charge des cas de traite d'enfants. Par ailleurs, le Ministère des chemins de fer a augmenté le nombre de ses comptoirs d'aide aux enfants dans les principales gares afin de porter assistance aux enfants non accompagnés qui restent vulnérables à la traite ; ce dispositif complète la ligne d'assistance téléphonique pour enfants gérée par le Gouvernement qui est opérationnelle 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.

51. Le Gouvernement finalise actuellement le projet de loi 2022 sur la prévention, la prise en charge et la réadaptation des personnes victimes de la traite en vue de son introduction au Parlement. Ce projet de loi vise d'une manière globale : à prévenir et à combattre la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants ; à assurer la prise en charge, la protection et la réadaptation des victimes tout en respectant leurs droits et en créant un environnement juridique, économique et social favorable ; et à veiller à ce que les trafiquants soient poursuivis.

52. Au niveau international, l'Inde a signé des protocoles d'accord bilatéraux pour la prévention de la traite des êtres humains respectivement avec les Gouvernements du Bangladesh (2015), des Émirats arabes unis (2017), du Cambodge (2018) et du Myanmar (2020). Le pays a également signé le protocole résultant de la dix-neuvième réunion des procureurs généraux des États membres de l'Organisation de Shanghai pour la coopération en 2021.

Torture et traitements cruels, inhumains ou dégradants

53. L'Inde reste résolue à assurer le maintien de l'ordre et la sécurité en recourant le moins possible à la force, conformément aux principes de sécurité juridique, de nécessité et de proportionnalité, et après avoir dûment examiné divers facteurs, notamment les réalités du terrain. Les forces de sécurité prennent des initiatives en toute bonne foi ; cependant, la loi est appliquée lorsque des accusations sont portées contre elles. Ainsi, dans l'affaire *Extra Judicial Execution Victim Families Association & Anr. v. Union of India*, la Cour suprême de l'Inde a fait observer que « dans le cas d'une infraction commise même par le personnel de l'armée, aucune immunité absolue ne s'aurait s'appliquer lors d'un procès devant le tribunal pénal constitué en vertu du Code de procédure pénale » et que « nul ne peut agir en toute impunité ». Dans certains cas, des compensations ont été accordées par des tribunaux et des organes quasi judiciaires en Inde.

54. S'agissant de la question des décès en détention et de leur signalement, la Commission nationale des droits de l'homme a publié des directives à l'intention de l'administration de tous les États, indiquant qu'elle devait être informée de tout décès en détention dans les vingt-quatre heures suivant le décès, et que des rapports d'autopsie, des rapports d'enquête judiciaire ou encore des rapports vidéo de l'autopsie devaient ensuite être établis. L'Inde a signé la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants en octobre 1997 et reste déterminée à la ratifier. Étant donné que ce sujet relève des domaines de compétences simultanées, le Gouvernement central doit également tenir compte de l'avis des États. La Commission juridique indienne examine actuellement les modifications à apporter au droit interne avant de procéder à la ratification. Quoi qu'il en soit, le cadre juridique existant – notamment les dispositions de la Constitution indienne, du Code pénal indien et du Code de procédure pénale – garantit une protection adéquate contre toute forme de torture et de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. En outre, l'éducation aux droits de l'homme fait partie intégrante des formations initiales et continues dispensées au personnel de la police, de la sécurité et des services judiciaires. Les institutions nationales des droits de l'homme dispensent également des formations sur les droits de l'homme en général et sur les droits collectifs aux fonctionnaires du Gouvernement.

Administration de la justice et procès équitable

55. L'Administration nationale des services juridiques a été créée pour promouvoir un système juridique inclusif, qui fournit une aide juridique gratuite aux groupes défavorisés, marginalisés et vulnérables de la société. En mars 2022, il existait 12 976 cliniques de services juridiques en Inde, comptant 33 835 avocats forts de plus de dix ans d'expérience. L'Administration nationale des services juridiques a également pour mission de sensibiliser le public aux questions juridiques via les médias numériques, notamment la télévision, la radio, les webinaires et les plateformes de médias sociaux telles que YouTube et Facebook.

56. Le programme de développement des infrastructures du système judiciaire, financé au niveau central, est prolongé jusqu'au 31 mars 2026. Il a pour objectif d'améliorer le fonctionnement et les performances globales du système judiciaire et d'apporter une assistance continue aux *Gram Nyayalayas*, ce qui favorisera l'administration d'une justice rapide, tangible et abordable à l'homme de la rue, à sa porte.

57. Les tribunaux appliquant une procédure accélérée ont réglé environ 3,33 millions d'affaires en suspens entre 2014 et 2020. Lancé en 2017, le programme Tele-Law du Ministère de la justice vise à mettre en relation, par l'intermédiaire de parajuristes bénévoles, des personnes démunies et marginalisées qui ont besoin de conseils juridiques avec des avocats inscrits sur les listes, via des installations de vidéoconférence et de téléphonie disponibles dans des centres de services communs au niveau des panchayats. En outre, le plan d'action pour la résolution des litiges en ligne élaboré par NITI Ayog fournit un environnement propice à la mise en place d'un dispositif parallèle permettant de réduire la durée d'instance des affaires.

Nom, identité et nationalité

58. En Inde, l'enregistrement de la naissance est un droit pour chaque enfant et constitue la première étape en vue d'établir son identité juridique. La loi de 1969 relative à

l'enregistrement des naissances et des décès rend obligatoire la déclaration des naissances et des décès à l'officier d'état civil. Toutes les déclarations de naissances ont lieu dans le cadre du système d'enregistrement des faits d'état civil, un processus unifié d'enregistrement continu, permanent, obligatoire et universel des événements démographiques (tels que les naissances) et de leurs caractéristiques. Des campagnes de sensibilisation du public sont régulièrement menées par le Gouvernement central et les administrations des États.

Liberté de pensée, de conscience et de religion

59. L'Inde rassemble presque toutes les religions du monde et la laïcité est un principe fondamental de la Constitution indienne, qui se caractérise par la tolérance religieuse, le respect de toutes les croyances et religions et l'égalité de traitement de tous les groupes religieux. La Constitution protège la liberté de religion et de conscience, et le droit de tous à professer, pratiquer et diffuser librement sa religion, sous réserve de considérations liées à l'ordre public, à la moralité et à la santé. Un éventail de textes législatifs destinés à protéger la liberté de religion ont été adoptés. Parmi eux figure le Code pénal indien, qui sanctionne des infractions telles que l'incitation à l'animosité entre différents groupes pour des motifs religieux, la commission délibérée d'un acte de malveillance visant à heurter les sentiments religieux d'une catégorie en insultant sa religion ou ses croyances religieuses, et les actes préjudiciables au maintien de l'intégration et de l'harmonie nationales. Les institutions nationales des droits de l'homme, telles que la Commission nationale des droits de l'homme et la Commission nationale pour les minorités, sont habilitées à prendre connaissance, de leur propre initiative, des incidents liés à la violation du droit à la religion.

D. Droits économiques, sociaux et culturels

Droit à la santé et accès aux soins de santé

60. Ces dix dernières années, l'Inde a fait des progrès notables pour garantir l'accès universel à des soins de santé abordables pour tous en adoptant une approche à trois volets, à savoir l'universalisation, l'accessibilité financière et le renforcement et la modernisation des infrastructures médicales.

61. Sur la base des objectifs de la politique nationale de santé 2017, les dépenses budgétées par le Gouvernement central et les administrations des États pour le secteur de la santé ont atteint 2,1 % du PIB en 2021-2022, contre 1,3 % en 2019-2020 et 1,2 % en 2016-2017.

62. Initiative phare du Gouvernement indien, *Ayushman Bharat* – le plus vaste programme de protection de la santé au monde – a été lancé en 2018 dans le but de garantir une couverture sanitaire universelle et de satisfaire l'engagement consistant à « ne laisser personne de côté » dans le cadre des ODD. En 2019, l'Autorité sanitaire nationale a été constituée en tant qu'organe principal chargé de mettre en œuvre le fonds *Ayushman Bharat Pradhan Mantri Jan Arogya Yojana*. En 2021, la mission *Pradhan Mantri Ayushman Bharat relative aux infrastructures de santé* a été mise en train, avec un budget d'environ 641 milliards d'INR, pour remédier aux lacunes majeures des infrastructures de santé publique, en particulier en matière d'installations de soins intensifs et de soins primaires dans les zones rurales et urbaines. En outre, la mission de numérisation *Ayushman Bharat* a été lancée en 2021 afin de créer un écosystème national de santé numérique.

63. L'Inde a fait des progrès considérables en matière de santé des mères et des nouveau-nés. Depuis six ans qu'il existe, le projet *Pradhan Mantri Surakshit Matritva Abhiyan* a permis à 33,6 millions de femmes de bénéficier de services complets de soins prénatals dans le cadre de la mission nationale de santé au titre de ce programme (jusqu'en juin 2022). Afin d'améliorer et de consolider ce projet, un programme éponyme étendu a été lancé en janvier 2022 pour permettre un suivi renforcé des grossesses à haut risque jusqu'à l'accouchement sans complications des femmes concernées. En 2018, des initiatives en matière de soins obstétricaux ont été entreprises pour améliorer la qualité des soins dispensés aux femmes enceintes et aux nouveau-nés et promouvoir l'accouchement physiologique. En outre, le programme *Surakshit Matritva Aashwasan*, qui a vu le jour en 2019, est axé sur la prestation de services de santé maternelle et néonatale dans le respect et la dignité, ce qui

inclut un accès plus large à des services gratuits et de qualité, une tolérance zéro pour les refus de dispenser des services de santé et la garantie de la prise en charge en cas de complications. Lancée en 2018, la stratégie *Anaemia Mukh Bharat* a pour objectif une réduction de 3 % par an de la prévalence de l'anémie. Quant au dispositif *Pradhan Mantri Matru Vandana Yojana*, il porte sur une compensation partielle des pertes de salaire et vise à accroître la propension à recourir aux soins de santé chez les femmes enceintes et les mères allaitantes. Il prévoit ainsi le versement de 5 000 INR sous forme d'un transfert direct de prestations sur le compte bancaire des bénéficiaires de ce dispositif. En juillet 2022, 28,9 millions de personnes avaient été inscrites à ce programme, dont 25,6 millions avaient reçu 111,94 milliards d'INR au total. Le programme national pour les soins de santé aux personnes âgées continue de fournir aux personnes âgées des services de santé primaires, secondaires et tertiaires.

64. La réponse de l'Inde à la pandémie mondiale a été préventive, proactive, proportionnée et fondée sur des faits et des principes scientifiques solides. Le pays avait déjà mis en place un système d'intervention complet à ses frontières bien avant que l'OMS ne déclare l'urgence de santé publique de portée internationale. Au plus fort de la pandémie, l'Inde a adopté une approche à plusieurs volets : restrictions et confinements ; contrôle des périmètres ; recherche des contacts ; renforcement des infrastructures de santé ; et comportement adéquat face à la pandémie de COVID-19, avec la réalisation de tests, le suivi des contacts, le traitement et l'adoption du plus grand programme de vaccination du monde. Le pays a favorisé la production de vaccins contre la COVID-19 sur son territoire et procédé à la vaccination gratuite de sa population. Afin d'axer le programme de vaccination sur la technologie, le Gouvernement a lancé l'application mobile *Arogya Setu* pour permettre aux utilisateurs d'évaluer eux-mêmes le risque d'être infectés par la COVID-19. La plateforme numérique Co-WIN 2.0 (avec e-VIN) a soutenu les activités de vaccination en temps réel, à savoir l'enregistrement pour la vaccination, le suivi du statut de vaccination contre la COVID-19 de chaque personne vaccinée, les stocks de vaccins, leur stockage, le processus de vaccination proprement dit et la délivrance de certificats numériques. L'Inde a activement participé aux efforts mondiaux en distribuant, à plus de 150 pays, des vaccins contre la COVID-19 et des produits pharmaceutiques au titre de l'aide humanitaire. En 2020, au vu de l'augmentation sans précédent des cas de COVID-19, les prisonniers à qui une libération sous caution ou une libération conditionnelle avait été accordée ont été libérés sans délai conformément aux directives de la Cour suprême.

Éducation

Droit à l'éducation

65. L'article 21A de la Constitution indienne garantit, en tant que droit fondamental, l'éducation gratuite et obligatoire de tous les enfants âgés de 6 à 14 ans. La politique éducative de l'Inde met l'accent sur l'achèvement des études secondaires par tous les enfants, sur la garantie d'un accès égal à un enseignement technique et professionnel de qualité et abordable – tout en éliminant les disparités entre les sexes, les castes, les régions et les revenus –, et sur l'accès universel à un enseignement supérieur de qualité. Les dépenses d'éducation et la part du PIB qui en découle ont augmenté de manière constante entre 2017-2018 et 2020-2021, passant de 4,83 trillions d'INR à 6,75 trillions d'INR. En pourcentage du PIB, les dépenses d'éducation sont passées de 2,8 % à 3,5 % au cours de cette même période.

66. Un effort concerté a permis d'améliorer les taux de scolarisation dans les établissements scolaires en Inde. Les taux bruts de scolarisation aux niveaux élémentaire et secondaire étaient respectivement de 99,1 % et 79,8 % pour la période 2020-2021. Les taux d'abandon scolaire se montaient à 0,76 % au niveau primaire et 2,27 % au niveau primaire supérieur. Le taux brut de scolarisation dans l'enseignement supérieur, calculé pour le groupe d'âge des 18-23 ans, est de 27,1 %. La scolarisation des enfants en Inde a enregistré une nette augmentation, passant de 261,63 millions d'élèves en 2017-2018 à 264,45 millions en 2020-2021.

67. La parité femmes-hommes s'est sensiblement améliorée, l'indice de parité entre les sexes atteignant 1,02 au niveau élémentaire et 1,03 au niveau secondaire supérieur en

2020-2021. Grâce à l'octroi de diverses bourses aux étudiantes et à la mise en place d'infrastructures matérielles tenant compte du genre, le taux de maintien scolaire des filles a augmenté, pour atteindre 82,1 % au niveau élémentaire en 2020-2021. La campagne « Beti Bachao, Beti Padhao », menée dans tout le pays, a permis de sensibiliser le public à l'importance de la parité des sexes dans l'éducation. Dans le cadre du programme *Swachh Bharat : Swachh Vidyalaya*, plus de 450 000 toilettes séparées pour les filles ont été construites – une initiative qui a contribué dans une large mesure à endiguer l'abandon scolaire des filles.

68. L'amélioration de l'accès à l'éducation et de la réussite scolaire de certains groupes sociaux, tels que les castes et tribus répertoriées, les communautés minoritaires, les enfants handicapés et les enfants ayant des besoins spéciaux, font l'objet d'une attention particulière (avec par exemple : l'octroi de bourses d'études ; le renforcement du processus d'enseignement et d'apprentissage ; des aides, des prothèses et des équipements d'assistance ; et des éducateurs spécialisés pour le renforcement des capacités). En 2019, presque toutes les écoles primaires et tous les établissements d'enseignement secondaire avaient créé les conditions nécessaires à l'éducation inclusive, avec des rampes, des installations sanitaires spéciales et du matériel pédagogique adapté. Ces initiatives ont entraîné une augmentation du taux de scolarisation des enfants handicapés, de 50,5 % en 2001 à 61,1 % en 2011.

69. Lancée en 2018, la mission *Samagra Shiksha Abhiyan*, qui comporte les volets *Sarva Shiksha Abhiyan* et *Rastriya Madhyamik Shiksha Abhiyan*, vise à améliorer l'efficacité des établissements scolaires mesurée en termes d'égalité des chances pour la scolarisation et les résultats d'apprentissage. Ce programme s'adresse aux enfants des castes et tribus répertoriées et des communautés minoritaires, aux transsexuels, aux enfants défavorisés des villes, aux enfants touchés par des migrations périodiques et aux enfants vivant dans des habitations éloignées et dispersées.

70. La politique d'éducation nationale 2020 entend créer un nouveau système aligné sur les ambitieux objectifs de l'éducation pour le XXI^e siècle, notamment les ODD, tout en s'appuyant sur les traditions et les systèmes de valeurs de l'Inde, avec une augmentation substantielle de l'investissement public dans l'éducation qui atteindra 6 % du PIB.

71. L'initiative globale PM e-VIDYA a été lancée pendant la pandémie de COVID-19 pour réunir toutes les actions liées à l'éducation numérique, en ligne et en direct, afin de permettre un accès multimodal à l'éducation. Cette initiative comprend une infrastructure numérique nationale (DIKSHA) destinée à fournir un contenu électronique de qualité pour l'enseignement scolaire dans les États et les territoires, ainsi que des manuels scolaires aux contenus accessibles en ligne par un code QR pour tous les niveaux. En vue d'atténuer les effets de la pandémie, 8,18 milliards d'INR ont été versés aux États et aux territoires pour promouvoir l'apprentissage en ligne par des initiatives numériques, et 2,69 milliards d'INR ont été affectés à la formation en ligne des enseignants afin d'assurer leur développement professionnel continu.

72. L'initiative MANODARPAN porte sur un large éventail d'activités ayant pour objectif l'apport d'un soutien psychosocial en matière de santé mentale et de bien-être émotionnel aux étudiants, aux enseignants et aux familles pendant et après la pandémie. Par ailleurs, la plateforme d'apprentissage *Study Web of Active learning by Young and Aspiring Minds (SWAYAM)*, développée au niveau national pour remédier à la fracture numérique, s'adresse aux étudiants qui, jusqu'à présent, n'ont pas été touchés par la révolution numérique et ne sont pas en mesure d'intégrer l'économie du savoir.

73. Introduit en 2020-2021 avec une enveloppe financière de 1,43 milliard d'INR, le programme d'éducation pour adultes *Padhna Likhna Abhiyan* a pour objectif l'alphabétisation de 5,7 millions d'apprenants. Dans le cadre des savoirs fondamentaux, une initiative nationale spécialisée pour le renforcement global des capacités des chefs d'établissement et des enseignants (NISHTHA 3.0), destinée à quelque 2,5 millions d'enseignants au niveau primaire dans tous les États et territoires de l'Union, a été lancée en septembre 2021. La plateforme *Shagun* pour l'enseignement scolaire fournit un point d'accès unique à tous les portails et sites Web du Ministère de l'éducation. Elle permet notamment d'accéder à des informations portant sur plus de 1,5 million d'établissements scolaires,

9 millions d'enseignants et 265 millions d'élèves. En outre, le Gouvernement a approuvé le Programme d'alphabétisation de la nouvelle Inde pour la période 2022-2027, qui doit couvrir tous les aspects de l'éducation des adultes et s'aligner sur la politique d'éducation nationale 2020.

74. Le thème des changements climatiques est intégré aux programmes et manuels élaborés par le Conseil national de la recherche et la formation pédagogiques pour les sciences, les sciences sociales et la géographie dans les classes de 7^e et de 12^e. Les modules d'apprentissage de NISHTHA pour le niveau élémentaire couvrent également des questions de sciences environnementales liées à la protection de l'environnement. Environ 4 200 000 enseignants ont déjà achevé ces modules hors connexion ou en ligne.

75. Les concepts de droits de l'homme sont profondément ancrés dans l'éducation indienne. La politique d'éducation nationale 2020 mise sur un programme scolaire inclusif comprenant des sujets sur les valeurs humaines, notamment les droits de l'homme. Le programme actuel du conseil central de l'enseignement secondaire prévoit l'acquisition de connaissances sur les droits de l'homme, par l'intermédiaire de la matière « éducation civique » jusqu'en classe de 10^e et par des cours d'études juridiques en 11^e et 12^e.

Droit à l'alimentation

76. L'Inde a pris des mesures destinées à éliminer toutes les formes de malnutrition en augmentant la sécurité alimentaire. Afin de garantir les moyens d'existence des travailleurs migrants et de permettre l'utilisation homogène des cartes de rationnement d'un État à l'autre, le Gouvernement a mis en place le système « Une nation, une carte de rationnement » dans 32 États et territoires de l'Union. Ce système permet aux personnes bénéficiaires aux termes de la loi nationale sur la sécurité alimentaire d'obtenir des rations de nourriture dans les magasins à prix équitables de leur choix, et ce dans tout le pays. Pour garantir la transparence de l'accès aux céréales alimentaires subventionnées dans le cadre du système de distribution publique ciblée, le Gouvernement prend actuellement des mesures destinées à l'automatisation et à l'informatisation de tous les magasins à prix équitables dans le pays. En janvier 2021, plus de 92 % d'entre eux distribuaient des céréales alimentaires via ces dispositifs.

77. Pour faire face à la pandémie de COVID-19, depuis avril 2020 le programme *Pradhan Mantri Garib Kalyan Anna Yojana* assure la distribution gratuite de 5 kg de céréales alimentaires supplémentaires par personne et par mois. En janvier 2022, le Ministère de l'alimentation et de la distribution publique avait alloué 759 tonnes métriques de céréales alimentaires à 800 millions de bénéficiaires aux termes de la loi nationale sur la sécurité alimentaire de 2013. Dans l'affaire *In Re: Problems and Miseries of Migrant Labourers*, la Cour suprême de l'Inde a réaffirmé que le droit fondamental à la vie inscrit à l'article 21 comprend le droit à la nourriture et aux autres produits de première nécessité.

78. L'Inde poursuit ses initiatives pour la mise en œuvre efficace du programme de développement intégré de l'enfant (*services Anganwadi*) et du programme de distribution de repas de midi dans les établissements scolaires. Malgré la fermeture des écoles en raison de la pandémie de COVID-19, le Gouvernement s'est efforcé de fournir des repas chauds ou des allocations au titre de la sécurité alimentaire aux enfants éligibles afin de couvrir leurs besoins nutritionnels pendant cette période. Tout au long de la pandémie, des rations à emporter ont été distribuées par les *travailleurs Anganwadi* aux enfants de la naissance à 3 ans, aux enfants de 3 à 6 ans atteints de malnutrition, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes.

79. La mission *POSHAN Abhiyaan*, lancée en 2018, se concentre sur l'amélioration de la nutrition chez les enfants (de la naissance à 6 ans), chez les femmes enceintes et chez les mères allaitantes et, en particulier, sur la réduction des taux de retard de croissance, de sous-nutrition, d'anémie et de bébés de faible poids à la naissance. Elle regroupe plus de 1,3 million de *centres Anganwadi* reconnus. En juillet 2022, 113,95 millions de personnes au total bénéficiaient de ce programme. En outre, diverses initiatives sont mises en œuvre pour améliorer l'état nutritionnel des femmes et des enfants dans le pays, notamment *Anemia Mukh Bharat*, *Home Based Newborn Care*, *Home Based care for Young Children*, *Infant and Young Child Feeding and Mothers' Absolute Affection*, *Nutrition Rehabilitation Centre*, *Intensified Diarrhoea Control Fortnight* ou encore *Universal Immunization Programme*.

Droit à un logement adéquat

80. L'Inde est déterminée à poursuivre ses efforts pour mener à bien divers programmes et mesures destinés à garantir à tous l'accès à un logement adéquat et aux commodités essentielles. Le projet *Deendayal Antyodaya Yojana: National Urban Livelihoods Mission* vise à fournir des abris s'accompagnant des services essentiels aux pauvres des villes. En novembre 2021, ce programme proposait 2 367 logements pour sans-abri des centres urbains, avec une capacité d'accueil totale de 76 433 personnes. De même, dans le cadre du programme *Rajiv Awas Yojna*, qui vise une « Inde sans taudis », 91 283 unités de logement ont été achevées en juin 2020 et 24 474 autres sont en cours. Le logement abordable et l'inclusion figurent également parmi les volets essentiels de la mission sur les villes intelligentes.

81. Le Gouvernement continue la mise en œuvre du programme *Pradhan Mantri Awaas Yojana-Gramin* (PMAY-G) destiné à procurer des logements aux pauvres des zones rurales en Inde. Au total, 17,5 millions de maisons ont ainsi été construites en novembre 2021. De même, le programme *Pradhan Mantri Awas Yojana-Urban* (PMAY-U) se poursuit afin de fournir des logements aux pauvres des villes : la construction de quelque 11,2 millions de maisons a été approuvée en juin 2021 et 4,8 millions d'entre elles sont aujourd'hui achevées. Par ces actions, le programme PMAY-G vise à atteindre les objectifs du volet « un logement pour tous » d'ici à 2024.

82. Pour faire face à la migration inverse des pauvres en milieu urbain provoquée par la pandémie de COVID-19, le Gouvernement a lancé un sous-programme de complexes d'habitats locatifs à prix modique dans le cadre du programme PMAY-U, afin de proposer des logements locatifs abordables aux migrants et aux pauvres des villes, à proximité de leur lieu de travail. La priorité sera accordée aux membres des castes et tribus répertoriées et des autres classes inférieures, aux veuves et aux femmes qui travaillent, aux personnes handicapées et aux minorités.

Droit à la sécurité sociale et à des conditions de travail justes et favorables

83. S'acquittant de son engagement à accélérer le processus de consolidation de la législation du travail existante, l'Inde a promulgué quatre codes du travail (le Code des salaires, le Code de la sécurité sociale, le Code des relations industrielles et le Code de la sécurité, de la santé et des conditions de travail) en 2019 et 2020. Ces codes harmonisent 29 législations du travail différentes au niveau central, unifiant et simplifiant ainsi le droit du travail dans tout le pays. Ils ont introduit des réformes décisives, telles que l'institution d'un salaire uniforme pour tous les travailleurs dans tous les secteurs, l'extension des avantages offerts par l'organisme de sécurité sociale d'État des employés à l'ensemble des travailleurs, et le système « Une nation, une carte de rationnement » pour les travailleurs migrants.

84. Le programme *Pradhan Mantri Shram Yogi Maan Dhan* et le régime national des pensions pour les commerçants, les boutiquiers et les travailleurs indépendants ont été instaurés en 2019 pour fournir une sécurité sociale et garantir une pension mensuelle de 3 000 INR par mois aux travailleurs du secteur non organisé et aux commerçants non couverts par le cadre existant. Le portail en ligne SAMADHAN (une application logicielle pour la gestion, le règlement et le traitement des conflits du travail perçus ou existants) a été créé en septembre 2020 pour faciliter le processus de règlement des différends à l'échelle du pays.

85. Compte tenu de la pandémie de COVID-19, le Fonds de prévoyance des employés a octroyé des avances aux travailleurs dans les meilleurs délais. En novembre 2021, les bureaux de ce fonds présents dans tout le pays avaient répondu à 12,1 millions de demandes d'avances et versé ainsi au total 282,88 milliards d'INR aux demandeurs ; 1,92 million de ces demandes ont été réglées en ligne, de manière simplifiée, au moyen de l'application UMANG. Plusieurs Hautes Cours ont fait observer qu'au vu des circonstances extraordinaires de la pandémie de COVID-19, les employeurs ne pouvaient pas appliquer le principe « pas de travail, pas de salaire ».

86. Le loi relative à la garantie nationale de l'emploi rural Mahatma Gandhi prévoit un programme d'emploi salarié axé sur la demande. Dans ce cadre, l'allocation de fonds au stade de l'estimation révisée pour l'exercice 2021-2022 s'élevait à 980 milliards de roupies et plus

de 122 millions de personnes s'étaient vu proposer un travail au cours de ce même exercice. Le taux de salaire moyen par jour et par personne était de 208,85 INR pour l'exercice 2021-2022, contre 200,71 INR pour l'exercice 2020-2021. Le nombre de jours-personnes générés dans le cadre de ce programme pour l'exercice 2021-2022 était de 3,63 milliards, contre 2,65 milliards pour l'exercice 2019-2020.

87. Le programme national d'assistance sociale continue de fournir une aide aux personnes et familles éligibles, notamment sous la forme de pensions de vieillesse, de pensions de veuvage et de pensions d'invalidité.

88. En 2021, le lancement du portail e-SHRAM a permis la création d'une base de données nationale des travailleurs non organisés destinée à optimiser leur employabilité et à les faire bénéficier des avantages du régime de sécurité sociale. Il s'agit de la toute première base de données sur les travailleurs non organisés, notamment les travailleurs migrants, les travailleurs de la construction, les travailleurs des plateformes et des spectacles, ou encore les employés de maison. En juin 2022, plus de 268 millions de travailleurs non organisés s'étaient déjà inscrits sur ce portail.

Droits de l'homme, eau potable et assainissement

89. L'Inde reste déterminée à accroître l'accès durable à l'eau potable dans les zones rurales et à améliorer la couverture sanitaire, en particulier pour les femmes et les filles. En 2019, le Gouvernement a lancé la mission *Jal Jeevan*, qui vise à assurer un accès universel adéquat à l'eau potable d'ici à 2024 grâce à des raccordements fixes à l'eau du robinet dans les foyers. Cette mission donne la priorité aux villages dont la majorité de la population est constituée de castes et tribus répertoriées et aux villages exposés à la sécheresse. En juin 2022, plus de 50 % des ménages disposaient d'un raccordement à l'eau du robinet. En outre, selon l'enquête nationale sur la santé des familles 2019-2021, plus de 94 % des ménages ont accès à des sources d'eau potable de meilleure qualité.

90. La mission *Swachh Bharat*, entreprise en 2014, a atteint son objectif d'un pays exempt de défécation à l'air libre, puisque tous les États et territoires de l'Union ont déclaré avoir éliminé la défécation en plein air en octobre 2019. Depuis son lancement, plus de 110 millions de toilettes ont été construites. Conformément à l'objectif de développement durable concernant l'accès de tous, dans des conditions équitables, à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats, le Gouvernement a approuvé la phase II de la mission *Swachh Bharat (Grameen)* en 2020, qui met l'accent sur une élimination durable de la défécation à l'air libre et prévoit des dispositions relatives à la gestion des déchets solides et liquides dans tous les villages en vue de son éradication d'ici à 2024-2025.

E. Droits collectifs

Personnes handicapées

91. L'Inde s'est engagée à assurer une meilleure protection des personnes handicapées afin de bâtir une société inclusive. En 2020, les personnes handicapées représentaient 2,21 % de la population indienne, dont 69,5 % vivant dans des zones rurales, avec de grandes variations du type et de la fréquence de handicaps. En tant que partie à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, l'Inde a présenté son premier rapport en 2015, qui a été examiné par le Comité des droits des personnes handicapées en 2019.

92. L'audit sur l'accès, mené dans le cadre de la campagne « Accessible India », s'est achevé dans 49 villes ; les travaux de mise à niveau sont terminés dans 21 États et sur le point de l'être dans d'autres États. Tous les aéroports internationaux en Inde et 55 des 69 aéroports nationaux sont équipés de dispositifs d'accessibilité, environ 29 % des bus sont partiellement accessibles et quelque 6 % le sont entièrement. En outre, 71 % des établissements scolaires ont été rendus accessibles aux enfants ayant des besoins particuliers.

93. Il existe plusieurs initiatives gouvernementales majeures visant à promouvoir l'accessibilité : le Hackathon, qui permet d'encourager les idées et les innovations pour améliorer la situation des personnes handicapées ; une bande dessinée électronique et un livre d'activités pour sensibiliser les enfants à l'importance de l'accessibilité et les initier aux

concepts d'environnement sans obstacle ; des centres d'intervention précoce axés sur le soutien et les services spécialisés aux enfants handicapés ; le *programme de réadaptation Deendayal* destiné à procurer une aide financière aux organisations bénévoles travaillant à la réadaptation des personnes handicapées ; et *l'application Sugamya Bharat* pour sensibiliser l'opinion publique et renforcer la campagne d'accessibilité.

94. Organisme autonome du Gouvernement, le National Trust œuvre au bien-être des autistes, des personnes en situation de handicap intellectuel, des personnes atteintes de paralysie cérébrale et des personnes polyhandicapées. Il met en œuvre divers dispositifs, notamment : *DISHA*, qui prévoit une intervention précoce et un programme de préparation à l'école pour les enfants depuis leur naissance jusqu'à l'âge de 10 ans ; *VIKAAS*, destiné à permettre aux enfants de plus de 10 ans d'élargir l'éventail de leurs possibilités en améliorant leurs compétences interpersonnelles et professionnelles ; le régime d'assurance maladie *Niramaya*, qui propose une assurance santé abordable ; et *Gharaunda* qui vise à procurer un foyer de groupe à ces quatre catégories de personnes handicapées pour toute la durée de leur vie. Le National Trust met également en œuvre le programme *SAHYOGI*, pour former et constituer une main-d'œuvre qualifiée de collaborateurs de soins de santé capables de dispenser des soins adéquats et bienveillants aux personnes handicapées.

95. La politique d'éducation nationale 2020 prévoit une éducation inclusive avec un nombre suffisant d'éducateurs spécialisés qualifiés dans le domaine des enfants handicapés. Pour permettre aux enfants malentendants de suivre une scolarité, les manuels scolaires des classes de la 1^{re} à la 5^e année ont été convertis en langue des signes indienne au format numérique et la conversion des manuels scolaires de la 6^e à la 12^e année est en cours.

96. Le Centre for Disability Sports, créé en 2019, vise à dispenser aux personnes handicapées une formation pour leur permettre de participer pleinement aux Jeux paralympiques, aux Deaflympics ou encore aux Special Olympics. En outre, le Gouvernement réserve 4 % des emplois publics à des personnes handicapées à au moins 40 % de leurs capacités.

Femmes

97. L'Inde attache la plus haute importance à la sûreté et à la sécurité des femmes, et entend éliminer toutes les formes de discrimination à leur égard et assurer leur autonomisation globale.

98. Les femmes forment une part importante des bénéficiaires de diverses initiatives gouvernementales. Ainsi, elles représentaient près de la moitié (49,6 %) du nombre total des personnes inscrites au programme *Pradhan Mantri Jan Arogya Yojana* en 2019-2021, et 42 % du total des bénéficiaires ayant eu recours à un traitement dans ce cadre jusqu'en mars 2022. Le programme *Pradhan Mantri Ujjwala Yojana*, axé sur l'attribution de bouteilles de GPL exclusivement à des femmes vivant sous le seuil de pauvreté, a permis de distribuer plus de 90 millions de bouteilles de gaz de pétrole liquéfié jusqu'en juillet 2022. Par ailleurs, 20 millions de maisons, sur les 25 millions qui ont été construites dans le cadre du projet *Pradhan Mantri Awas Yojana*, pourront être détenues en copropriété par des femmes. Les 320 millions de prêts accordés en application du programme *Pradhan Mantri Mudra* ont bénéficié à 68 % à des femmes. En mars 2022, dans le cadre du projet *Pradhan Mantri Jan Dhan Yojana*, 450 millions de comptes avaient été ouverts, dont plus de la moitié (56 %, soit 250 millions environ) pour des femmes, principalement en zones rurales. Pendant la pandémie de COVID-19, le Gouvernement a versé 310 milliards d'INR à des femmes sur leurs *comptes Jan-Dhan*. Au cours de l'exercice 2021-2022, les femmes représentaient 54,72 % du total des jours-personnes créés en application du programme NREGA.

99. Le Gouvernement indien a mis en place la mission nationale *Deendayal Antyodaya Yojana* pour l'amélioration des moyens de subsistance en milieu rural ; destinée aux catégories de femmes les plus vulnérables, elle soutient notamment les institutions communautaires et les groupes d'entraide, et est compétente en matière de renforcement des capacités, de financements, de formation et de promotion des moyens de subsistance, en favorisant diverses opportunités d'emplois indépendants et dans des entreprises. Ce faisant, ce programme a servi la cause des groupes d'entraide, avec un soutien à la capitalisation de

173 milliards d'INR. Au total, les groupes d'entraide ont bénéficié de plus de 4 800 milliards d'INR depuis 2013-2014.

Les femmes sur le marché du travail

100. Diverses mesures ont été prises pour soutenir la participation des femmes au marché du travail. En 2017, la loi sur les prestations de maternité de 1961 a été modifiée pour faire passer la durée des versements de douze à vingt-six semaines et accorder douze semaines de congé de maternité aux mères adoptantes et aux femmes ayant recours à une mère porteuse. Un portail d'accès unifié, la plateforme de l'entrepreneuriat féminin, a été créé pour surmonter l'asymétrie de l'information dans l'écosystème de l'entrepreneuriat féminin et fournir des informations de manière transparente.

101. La participation des femmes aux activités économiques rémunérées continue d'augmenter. La part des femmes dans la population active est passée de 17,5 % en 2017-2018 à 22,5 % en 2019-2020. Le taux de population active chez les femmes a également augmenté, de 16,5 % pour 2017-2018 à 22,8 % pour 2019-2020. En conséquence, le taux de chômage a diminué, de 5,7 % pour 2017-2018 à 4,2 % pour 2019-2020. La représentation politique des femmes au Parlement a également connu une hausse, passant de 11,86 % pour la période 2014-2019 à 15,03 % pour 2019-2024. Dans les institutions du Panchayati Raj, la représentation des femmes est d'environ 46 % (1,45 million), alors que la disposition constitutionnelle en la matière prévoit une proportion de 33 %.

102. Le Gouvernement a pris des dispositions soutenant la participation des femmes à des secteurs non-conventionnels, notamment en tant que pilotes de chasse dans l'armée de l'air indienne ou membres de commandos ou de la police centrale. Dans l'affaire *Lt. Col. Nitisha v. Union of India*, la Cour suprême de l'Inde a appliqué le principe de la discrimination indirecte pour juger que l'exclusion des femmes de la commission permanente des forces armées était discriminatoire, et a pris une mesure historique en admettant des femmes dans un bastion jusque-là masculin. Par ailleurs, le Gouvernement a conseillé aux États de porter à 33 % la représentation des femmes dans les postes non classés de la police et, à ce jour, 20 États ont adopté des objectifs variables allant jusqu'à 38 %.

Mesures législatives et judiciaires en matière de justice de genre

103. Sur la base des recommandations du Comité Verma pour la justice, le Gouvernement a apporté plusieurs modifications à la législation pénale relative au harcèlement sexuel, notamment au Code pénal indien, au Code de procédure pénale, à la loi sur les preuves et à la loi relative à la protection des enfants contre les infractions sexuelles. En outre, la loi de 2018 portant modification du droit pénal a introduit des mesures telles que l'aggravation de la peine pour le viol d'une fille âgée de moins de 12 ans, l'accélération des enquêtes et le paiement d'une amende par l'auteur de l'infraction à la victime pour couvrir ses frais médicaux et assurer sa réadaptation. Selon la loi de 2019 relative à la protection des droits des femmes musulmanes dans le cadre du mariage, la prononciation du triple *talaq* par les époux musulmans est une infraction punissable par la loi et les femmes musulmanes mariées à l'encontre desquelles le *talaq* est prononcé peuvent opter pour un règlement à l'amiable.

104. La question de la constitutionnalité des dispositions juridiques relatives au viol conjugal a récemment été contestée devant la Cour suprême de l'Inde. Cependant, dans l'affaire *Independent Thought v. Union of India*, la Cour suprême a déjà interprété ces dispositions, considérant que le cas d'une épouse âgée de moins de 18 ans ne relève pas de l'exception relative au viol conjugal.

105. S'agissant de la question du crime d'honneur, la Cour suprême de l'Inde, dans l'affaire *Shakti Vahini v. Union of India*, a déclaré que le droit devait être protégé et ne pouvait pas céder devant les concepts d'honneur de classe ou de pensée de groupe. Elle a également défini des mesures préventives, punitives et correctives pour prendre en main la question des crimes d'honneur. Ainsi, le Gouvernement a émis un avis concernant la mise en place de cellules spéciales dans les districts sensibles, avec une ligne d'assistance téléphonique joignable 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 pour recevoir et enregistrer les plaintes et apporter l'assistance nécessaire.

Santé sexuelle et procréative

106. La loi de 2021 portant modification de la loi sur l'interruption médicale de grossesse a entraîné la révision du délai légal de l'avortement pour les groupes de femmes vulnérables, notamment les mineures, les personnes handicapées et les victimes de violences, qui est passé de vingt semaines à vingt-quatre semaines de grossesse.

107. Le taux de mortalité maternelle a diminué, passant de 122 pour 100 000 naissances vivantes pour la période 2015-2017 à 103 en 2017-2019 (système d'enregistrement par sondage du bureau central de l'État civil). Le taux de mortalité néonatale a diminué, de 25 pour 1 000 naissances vivantes en 2015 à 22 pour 1 000 naissances vivantes en 2019. Le taux de mortalité infantile a diminué, de 37 pour 1 000 naissances vivantes en 2015 à 28 pour 1 000 naissances vivantes (système d'enregistrement par sondage 2020). La dernière enquête nationale sur la santé des familles (enquête n° 5) a fait ressortir une augmentation significative des naissances en établissement, à 88,6 % pour la période 2019-2021 contre 78,9 % pour 2015-2016 (enquête n° 4). La couverture des mères en termes de contrôle prénatal, de consommation de compléments alimentaires et de soins postnatals s'est considérablement améliorée.

108. Le programme national de planification familiale prévoit la distribution gratuite d'un large éventail de contraceptifs dans tous les établissements de santé publique. Des contraceptifs sont également fournis aux couples éligibles par des agents sanitaires et sociaux certifiés. Des services de soins complets sont dispensés en cas d'avortement, étayés notamment par la formation de prestataires de soins de santé, la fourniture de médicaments et d'équipements, la diffusion d'informations, l'éducation et la communication. Plus de 25 000 points de prestation de services dans le pays ont fait l'objet d'un renforcement en termes d'infrastructures, d'équipements et de personnel qualifié pour fournir des services complets de santé procréative, maternelle, néonatale, infantile et adolescente (programme RMNCH+A). En outre, dans le cadre du programme *Rashtriya Kishor Swasthya Karyakram*, plus de 7 000 dispensaires adaptés aux adolescents dans tout le pays se penchent sur les principaux problèmes de santé des adolescents, notamment l'utilisation de contraceptifs et la santé procréative. L'utilisation de protections hygiéniques pendant la période menstruelle chez les femmes de 15 à 24 ans est passée de 57,6 % (selon l'enquête nationale sur la santé des familles n° 4 pour la période 2015-2016) à 77,3 % (enquête n° 5, 2019-2021).

109. La politique nationale de santé 2017 reconnaît dûment la nécessité impérieuse d'abandonner progressivement les services de stérilisations pratiquées dans des camps. Des comités d'assurance ont été créés dans tous les États et districts de l'Inde pour surveiller le fonctionnement des camps de stérilisation.

Mesures visant à lutter contre la violence à l'égard des femmes

110. Diverses mesures ont été prises au niveau opérationnel pour s'attaquer efficacement au problème de la violence faite aux femmes. Le système panindien d'intervention d'urgence prévoit l'envoi de ressources sur le terrain auprès des femmes en situation de détresse. Des centres polyvalents fournissent des services intégrés aux femmes victimes de violence. En mars 2022, le pays comptait 708 centres opérationnels, qui avaient apporté une aide à plus de 540 000 femmes.

111. La mise en œuvre efficace de la loi de 2005 relative à la protection des femmes contre la violence domestique a permis de prendre en main la question de la violence domestique. La Commission nationale pour les femmes dispose d'une cellule spéciale pour les Indiennes non résidentes, chargée de traiter les plaintes relatives aux mariages transfrontaliers entraînant pour les femmes une privation de leurs droits.

112. Une ligne d'assistance téléphonique gratuite dédiée aux femmes, opérationnelle 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, a été mise en place dans tout le pays pour faciliter les interventions en situations de crise ou hors crise pour les femmes ayant besoin d'un soutien, qui a permis d'aider plus de 7 millions de femmes. Un dispositif de suivi des enquêtes sur les infractions sexuelles a été créé au niveau national pour la supervision et le suivi des enquêtes assorties d'échéances dans les affaires d'agression sexuelle. Une base de données nationale sur les délinquants sexuels a été établie en 2018 pour aider les forces de l'ordre à enquêter sur les délinquants sexuels et à engager des poursuites à leur rencontre dans tout le pays. Un

portail sur la cybercriminalité a également été inauguré pour permettre aux citoyens de signaler les contenus obscènes. Pour rendre l'utilisation des transports publics sûre pour les femmes, les chemins de fer indiens ont approuvé un plan d'installation de systèmes de vidéosurveillance basés sur le protocole Internet dans les gares. Le programme 2018 relatif à l'indemnisation des femmes victimes d'agressions sexuelles et d'autres crimes ou y ayant survécu prévoit l'indemnisation des victimes de crimes reconnus comme étant fondés sur le genre et des enfants victimes d'abus sexuels. Un système de gestion des plaintes en ligne, She-Box, a été mis en place en tant que site polyvalent permettant aux femmes de faire enregistrer leurs plaintes liées au harcèlement sexuel sur leur lieu de travail.

113. La politique d'éducation nationale 2020 vise à supprimer les préjugés et les stéréotypes dans les programmes scolaires ; quant aux ouvrages publiés par le Conseil national de la recherche et de la formation en matière d'éducation, ils soutiennent la prise en compte des questions de genre dans les établissements scolaires. Les académies de formation des agents administratifs, de police et de justice incluent la sensibilisation aux questions de genre dans leurs programmes d'intégration et de formation en cours d'emploi. En outre, la Cour suprême de l'Inde a souligné la nécessité de sensibiliser aux questions de genre dans les cours de premier cycle des facultés de droit, ainsi que dans le programme des examens d'admission au barreau et aux services judiciaires.

Enfants

114. L'Inde s'engage à poursuivre ses efforts pour protéger les enfants contre l'exploitation sexuelle, les châtiments corporels, le mariage et le travail, et pour soutenir les enfants victimes d'infractions sexuelles.

115. En 2019, les dispositions de la loi relative à la protection des enfants contre les infractions sexuelles de 2012 ont été modifiées pour renforcer la protection des enfants contre des infractions telles que les agressions sexuelles, le harcèlement sexuel, la cybercriminalité et la pornographie. En outre, le Gouvernement a annoncé l'adoption des règles de protection des enfants contre les infractions sexuelles 2020 pour la mise en œuvre efficace des dispositions modifiées.

116. En 2019, le Gouvernement a introduit un programme visant à mettre en place dans tout le pays 1 023 tribunaux spéciaux appliquant une procédure accélérée, dont 389 chargés exclusivement des affaires relevant de la loi relative à la protection des enfants contre les infractions sexuelles ; cette mesure doit permettre de limiter dans le temps le déroulement des procès portant sur des infractions sexuelles. En mai 2022, 726 tribunaux spéciaux appliquant une procédure accélérée et 408 tribunaux chargés des infractions relevant de cette loi étaient opérationnels. Le bureau central des enquêtes a rejoint la base de données internationale sur l'exploitation sexuelle des enfants d'INTERPOL afin de renforcer sa lutte contre les abus sexuels sur mineurs et de faciliter l'identification des victimes et des auteurs de ces abus.

117. L'Inde continue d'appliquer la loi de 2006 relative à l'interdiction des mariages d'enfants, selon laquelle un mariage d'enfant est une infraction passible de poursuites judiciaires ne pouvant donner lieu à une libération sous caution. En outre, le Gouvernement organise régulièrement des campagnes médiatiques et des programmes de sensibilisation sur les effets néfastes des mariages d'enfants. Par ailleurs, la Commission nationale de protection des droits de l'enfant joue un rôle actif dans la prévention, notamment en enjoignant les organismes et agents locaux compétents de prendre des mesures préventives et en organisant des camps sur les droits de l'enfant dans tout le pays.

118. L'Inde a ratifié la Convention de 1973 sur l'âge minimum (n° 138) et la Convention de 1999 sur les pires formes de travail des enfants (n° 182). En conséquence, en 2016 le Gouvernement a introduit la loi portant modification de la loi relative à l'interdiction et à la réglementation du travail des enfants et, en 2017, les règles portant modification des règles relatives à l'interdiction et à la réglementation du travail des enfants, qui excluent complètement l'emploi des enfants de moins de 14 ans et l'exercice d'une profession dangereuse pour les jeunes de 14 à 18 ans.

119. La plateforme pour la mise en œuvre efficace de l'initiative visant à éradiquer le travail des enfants (portail PENCiL) a été lancée en 2018 pour permettre la bonne application

de la loi relative au travail des enfants et de la politique nationale sur le travail des enfants. En outre, un mode opératoire normalisé a été élaboré à l'intention des formateurs, des agents d'exécution et des organismes chargés de l'application et de la surveillance.

120. La loi de 2021 portant modification de la loi relative à la justice des mineurs (prise en charge et protection) a été introduite afin d'étendre les pouvoirs des magistrats de district en matière d'assistance et de protection des enfants vulnérables et de supprimer les problèmes de mise en œuvre dus à des difficultés d'interprétation. Un programme intégré de protection de l'enfance financé au niveau central a été lancé en application de cette loi ; sa mise en œuvre est assurée par les sociétés de protection de l'enfance des États et les unités de protection de l'enfance des districts, qui s'occupent des enfants ayant besoin d'assistance et de protection et des enfants en conflit avec la loi.

121. La Commission nationale de protection des droits de l'enfant a formulé des directives pour l'élimination des châtiments corporels dans les établissements scolaires et constitué une cellule de surveillance chargée d'examiner de près les cas de châtiments corporels.

Coopération internationale et renforcement des capacités

122. L'Inde demeure résolue à coopérer avec des organisations internationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme. Une invitation permanente a été adressée aux procédures spéciales des Nations Unies et leurs demandes de visite font l'objet d'un examen objectif. Conformément à ses obligations en matière de présentation de rapports aux organes conventionnels, l'Inde a soumis son quatrième rapport périodique sur le Pacte international relatif aux droits civils et politiques en septembre 2021 et le document de base commun en mars 2022, fournissant ainsi un compte rendu complet du cadre constitutionnel, juridique et politique de l'Inde en matière de droits de l'homme.

123. Le Gouvernement surveille régulièrement les vacances de postes au sein des organes conventionnels. La sélection des candidats se fait au cas par cas, après une évaluation minutieuse de leurs qualifications professionnelles, de leurs compétences et de leur expérience dans le domaine concerné par rapport aux exigences du poste.

124. Le renforcement des capacités et l'assistance technique sont des volets majeurs du programme de partenariat pour le développement de l'Inde et des piliers essentiels de sa politique étrangère. Le programme de coopération technique et économique de l'Inde couvre plus de 160 pays partenaires en Asie, en Afrique, en Europe de l'Est, en Amérique latine, aux Caraïbes ainsi que parmi les pays du Pacifique et les petits États insulaires. Récemment, l'Inde a versé une contribution volontaire annuelle de 400 000 dollars des États-Unis aux fonds volontaires du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, notamment pour la coopération et l'assistance techniques. Depuis janvier 2021, dans le cadre de la pandémie de COVID-19, l'Inde a fourni plus de 235 millions de doses de vaccins à 99 pays dans le monde et à deux agences des Nations Unies.